

Cette conférence et les négociations qu'elle amorcera ont un autre objectif tout aussi important. Il s'agit de mettre en place un cadre permettant à toutes les républiques de l'ancienne Yougoslavie de régler leurs différends et de construire ensemble leur avenir à long terme. Ici encore, la communauté internationale a un rôle vital à jouer. Mais la présence de la communauté internationale, notre volonté de venir en aide, ne suffiront pas à tirer d'affaire les peuples et les gouvernements de l'ancienne Yougoslavie. Ces derniers devront trouver des moyens de cohabiter. Il faut penser à l'avenir, lorsque les enfants de la région, meurtris physiquement et psychologiquement par la guerre et la haine auront grandi et qu'ils devront apprendre à vivre avec leurs voisins. La géographie les y obligera. Et plus tôt ils y parviendront, mieux ce sera.

Nous redoutons que la tension au Kosovo ne déclenche d'autres combats tragiques. Il ne suffit pas aux autorités serbes de dire qu'il s'agit là d'un problème interne. Les droits de la personne et la dignité humaine ne sont pas des problèmes internes. Nous devons nous pencher sur cette question cette semaine. S'il y a un endroit en Europe qui est mûr pour la diplomatie préventive, c'est incontestablement le Kosovo.

Le principe des droits de la personne pose encore problème aussi dans les Krajinas. De minces progrès sont réalisés. Pour les faire accélérer, le gouvernement de Zagreb doit s'efforcer davantage de procurer aux habitants de la Krajina le sentiment de sécurité dont ils ont besoin. Par ailleurs, les Serbes qui y vivent doivent accepter que la Krajina fait partie de la Croatie et continuera à en faire partie.

Nous, membres de la communauté internationale, avons fait ressortir le besoin d'apporter de l'aide humanitaire d'urgence à la population de Sarajevo et à d'autres parties de Bosnie-Herzégovine. Avec l'aide de la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU), nous avons pris des mesures vigoureuses pour ravitailler ceux dont les besoins sont les plus pressants. Ces efforts ont été entravés par de multiples obstacles.

Il y a deux semaines, le Conseil de sécurité des Nations Unies a réaffirmé la détermination de la Communauté internationale à assurer la livraison des secours. Même les personnes les plus insensibles peuvent sûrement faire preuve de compassion et comprendre que la Résolution 770 du Conseil de sécurité doit être entièrement mise en oeuvre.

Le Canada croit que le meilleur moyen d'y parvenir est d'élargir le mandat et les effectifs de la FORPRONU. Le maintien de la paix devra adopter un caractère plus actif, plus dynamique. Les gens de Sarajevo ne sont pas les seuls dans le besoin. Il y en a de nombreux autres ailleurs, et nous devons aussi leur venir en aide.